de la date de la publication ou proclamation officielle desdites lois ou desdits règlements qu'aucune extension de l'Accord n'est prévue.

4. Le présent Accord ne s'applique pas aux régimes d'assistance sociale ou médicale, aux régimes spéciaux des fonctionnaires ou des personnes considérées comme telles, ou aux régimes de prestations aux victimes de la guerre ou de ses conséquences.

Article III

Personnes à qui l'Accord s'applique

Sauf dispositions contraires du présent Accord, il s'applique aux ressortissants des Parties, aux personnes qui sont ou ont été soumises à la législation de l'une ou l'autre des Parties et aux autres personnes dont des droits découlent des personnes susmentionnées.

Article IV

Egalité de traitement

1. En ce qui a trait à la législation du Canada, toute personne visée à l'article III est assujettie aux obligations de ladite législation et en est admissible aux bénéfices, sans égard à la nationalité.

2. En ce qui a trait à la législation des Pays-Bas, sauf dispositions contraires du présent Accord,

(a) les ressortissants du Canada,

(b) les réfugiés, au sens de la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés et du Protocole du 31 janvier 1967 à cette Convention,

(c) les apatrides, au sens de la Convention du 28 septembre 1954 relative au statut des apatrides, et

(d) les autres personnes dont des droits découlent d'une personne visée à l'alinéa (a), (b) ou (c)

sont assujettis aux obligations de ladite législation et en sont admissibles aux bénéfices aux mêmes conditions que les ressortissants des Pays-Bas.

3. Le paragraphe 2 ne s'applique pas à l'assurance volontaire de vieillesse et de survivants des Pays-Bas en ce qui a trait au paiement de cotisations à des taux réduits.

Article V

Versement des prestations à l'étranger

1. Sauf dispositions contraires du présent Accord, les prestations d'invalidité, de vieillesse ou de survivants acquises par toute personne visée à l'article III aux termes de la législation d'une Partie, de même que les prestations acquises aux termes du présent Accord, ne peuvent subir aucune réduction, ni modification, ni suspension, ni suppression, ni confiscation du seul fait que l'intéressé réside sur le territoire de l'autre Partie, et elles sont payables sur le territoire de l'autre Partie.

2. Sauf dispositions contraires du présent Accord, toute prestation payable aux termes du présent Accord par une Partie sur le territoire de l'autre Partie est également versée sur le territoire d'un état tiers, aux mêmes conditions et dans la même mesure qu'aux ressortissants de la première Partie qui résident dans ledit état tiers.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A LA LÉGISLATION APPLICABLE

Article VI

1. Sous réserve des dispositions des paragraphes suivants du présent article,

(a) le travailleur salarié travaillant sur le territoire d'une Partie n'est assujetti, en ce qui concerne ce travail, qu'à la législation de ladite Partie; et

(b) le travailleur indépendant qui réside habituellement sur le territoire d'une Partie et qui travaille pour son propre compte sur le